

COMBAT OUVRIER



SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

SAMEDI 11 OCTOBRE 1975

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE • PARAIT MERCREDI & SAMEDI PRIX 0,30 F

MANIFESTATION D'ENSEIGNANTS A POINTE A PITRE

EDITORIAL PORTUGAL UN GOUVERNEMENT IMPUISSANT LES SOLDATS REFUSENT LE RETABLISSEMENT DE LA DISCIPLINE

Depuis lundi, plusieurs manifestations se déroulent au Portugal pour s'opposer à la volonté du gouvernement AZEVEDO de reprendre en main l'armée.

A Porto, dans le nord du pays, des milliers de travailleurs et de soldats sont descendus dans les rues pour protester contre la dissolution d'un régiment tenu pour trop proche de l'extrême-gauche et des travailleurs. La caserne fut occupée par les militaires délégués par le gouvernement. Mais aussitôt, des manifestations de soutien se firent jour venant au secours des soldats du régiment dissous.

A Lisbonne, même situation où une partie de l'armée est liée aux travailleurs et est sur le pied de guerre.

Le Portugal est actuellement à un nouveau tournant. Le gouvernement ne peut évidemment gouverner dans cette situation et cherche à rétablir la discipline dans les casernes.

Mais il rencontre beaucoup de difficultés à le faire, dans la mesure même où l'armée est divisée.

Qu'une partie de l'armée rencontre les travailleurs et se mette franchement à leur côté, voilà qui peut ouvrir de grandes perspectives à la classe ouvrière et aux masses pauvres.

Mais encore faut-il qu'une politique claire vise ouvertement le pouvoir, se démarquant de ceux qui tiennent ce pouvoir aujourd'hui. Une politique visant à rassembler la paysannerie pauvre autour de la classe ouvrière.

La classe ouvrière progresse et fait chaque jour un peu plus l'expérience qu'elle ne doit pas compter sur les partis, ni sur les militaires au pouvoir. Elle voit mieux que son sort ne dépend que de sa propre capacité à s'organiser pour agir.

Le mardi 7 octobre, jour de la grève lancée par le SNES, de nombreux enseignants se sont retrouvés dans les rues de Pointe à Pitre, avec banderoles et pancartes, protestant contre le chômage, les heures supplémentaires et les classes surchargées.

Le cortège partit de Romy Nainsouta, traversa les rues Frébault et Nozières avant de se rendre au vice-rectorat où une délégation syndicale discuta avec le vice-recteur Bamback.

Que des enseignants aient manifesté leur mécontentement est une bonne chose. Beaucoup de gens purent en effet prendre connaissance des problèmes de cette rentrée et en particulier se rendre compte que, dans l'enseignement aussi existait le chômage comme il existe dans les autres couches de la population guadeloupéenne. Il y a bien longtemps que l'on n'avait pas vu des enseignants manifester ainsi dans les rues. Il faut dire qu'il a fallu exercer une pression assez forte sur la direction du SNES, qui déjà, prétextant le "petit nombre" d'enseignants, voulait enterrer la manifestation.

Le "petit nombre" a malgré tout marqué le coup, et c'est très bien.

GUYANE UN INTERET SUIBIT !

Ainsi, d'après ce qu'a déclaré STIRN, 30 000 français doivent s'installer en Guyane. Et le gouvernement serait en train de préparer ce qu'il faut pour les accueillir.

Pendant des années on a constaté et dit que la Guyane était un territoire sous peuplé pendant que les Antilles étaient dites surpeuplées.

On a parlé de développer la Guyane mais sans jamais envisager quoi que ce soit pour y parvenir.

Pendant des années, les très importantes ressources de la forêt sont restées inexploitées. Aujourd'hui, parce que la conjoncture sur le marché mondial du

(Suite au verso)

CAPESTERRE LES TRAVAILLEURS DE LA SCEPLAG EN GREVE

Depuis mardi dernier, les congés payés auraient dû être payés aux travailleurs de la SCEPLAG, mais à plusieurs reprises la direction devait reculer la date de paiement. Finalement, excédés par ce comportement de la direction et voulant imposer le paiement de leur dû, les travailleurs ont décidé d'arrêter le travail jeudi 9.

A la SCEFA, c'est la même situation qui existe depuis vendredi dernier. Là aussi, les patrons tardent à payer les congés.

On voit que lorsqu'il s'agit de donner aux travailleurs ce qui leur est dû, les patrons ne sont jamais pressés. Si c'était le contraire, gendarmes et autres seraient déjà venus pour réclamer et prendre de force le montant de la dette.

Selon que l'on est riche ou pauvre, les choses se passent très différemment.

En tout cas, les travailleurs des plantations de SCEPLAG ne sont pas décidés à reprendre le travail sans avoir obtenu satisfaction. Mais il serait aussi normal que les jours de grève imposés par l'entêtement du patron, soient entièrement payés par lui.

LIBAN REPRISE DES COMBATS

Au Liban la guerre fait de nouveau rage entre la gauche et les milices fascistes de Pierre Gemayal.

Une trêve était intervenue pendant quelque temps. Un "comité national pour le dialogue" avait été chargé de faire respecter ce cessez-le-fou.

La trêve fut de courte durée. Car en réalité, ce que veut la bourgeoisie libanaise représentée par le gouvernement, c'est gagner du temps. Parce qu'elle est incapable pour l'instant d'écraser la gauche progressiste libanaise et la Résistance palestinienne, car celles-ci sont organisées en milices d'auto-défenses armées.

Ce ne sont pas les discussions et les conciliations, même venant de la Syrie ou des autres états arabes, qui seront une garantie quelconque pour les travailleurs libanais. Leur seule façon d'éviter l'écrasement, c'est encore de faire confiance à leur propre organisation armée.

SANTÉ

Que peut l'OMS contre les maladies tropicales

L'OMS, organisation mondiale de la Santé, lance une campagne contre les maladies tropicales. Elle considère que des maladies comme la lèpre, la bilharziose, la maladie du sommeil sont de véritables fléaux sociaux qu'il faut combattre.

Mieux vaut tard que jamais. On n'avait jamais jusqu'ici considéré ces maladies comme des "fléaux sociaux" parce qu'elles ne touchaient pratiquement pas l'Europe et les grands pays industrialisés. Ce n'était un fléau que pour les populations de l'Afrique et des autres régions sous-développées du monde.

Avec le mépris qui caractérise leurs relations avec les pays pauvres - qu'ils ont appauvris -, les grandes puissances et leurs organismes internationaux n'étaient que très peu préoccupés par les ravages que pouvaient faire ces maladies en Afrique ou en Asie.

Cette déclaration de l'OMS signifie-t-elle que maintenant les choses vont changer? Même pas!

Car si ceux qui s'occupent de l'OMS ont

des sentiments louables, ils n'ont guère les moyens de les appliquer. Car ce genre d'organismes internationaux ne vivent que de la charité des états.

En réalité, le principal obstacle à l'éradication des maladies tropicales, c'est la domination directe ou par fantoche imposée des pays sous-développés par les grandes puissances impérialistes.

Un régime politique qui serait réellement celui des peuples de ces régions pourraient assez rapidement venir à bout de ces maladies tropicales.

En vérité, le principal fléau dont souffre l'humanité, c'est bien la société capitaliste et impérialiste. C'est de celle-là qu'il importe avant tout de se débarrasser. Les autres, les hommes, libres et débarrassés du poids des parasites sociaux que sont les capitalistes, pourront s'en charger.

* * *

DJIBOUTI

UN T.O.M. QUI VA VERS L'INDÉPENDANCE

Ali Aref président du conseil du Territoire des Afars et des Issas (Djibouti) a déclaré, lundi 6 Octobre : "A mesure que la perspective de l'indépendance se rapproche, il importe de nous unir pour que cette indépendance soit possible et de dialoguer pour qu'elle soit conforme à vos aspirations".

Cette déclaration venant d'un homme politique très lié aux milieux gouvernementaux français et soutenu activement par le ministre de colonies Stirn, montre au moins que Ali Aref a reçu déjà des assurances dans ce sens. Probablement le gouvernement se prépare à laisser tout doucement son indépendance à Djibouti, étant assuré de la fidélité des hommes à qui il la laisse. Mais aussi conscient qu'il ne peut conserver éternellement sous sa botte ce territoire qui aspire depuis longtemps à l'indépendance.

En tout cas voilà qui montre la valeur des rodontades de Olivier Stirn, quand celui-ci ne cesse de crier à cor et à cris que le statut des DOM et TOM ne changera pas ! Quelle explication va-t-il donner quand le territoire des Afars et Issas sera indépendant?

* * *

GUYANE

(suite)

papier permet de vendre cher ce produit les capitalistes sont intéressés.

Et voilà le gouvernement qui se tourne vers la forêt guyanaise et la met à la disposition de ces capitalistes avec en plus toutes sortes de facilités en argent pris dans les caisses de l'état.

Mais il y avait un problème de main-d'oeuvre. Eh bien! vu le chômage qui existe en France on va inciter des milliers de gens à émigrer vers la Guyane.

Et le tour est joué. On fera alors d'une pierre deux coups : fournir la main d'oeuvre aux capitalistes et en même temps on noiera les guyanais dans un flot de nouveaux venus, ce qui aura, à coup sûr, pour effet de freiner la revendication d'autonomie ou d'indépendance.

Les Antillais sont expédiés en France, à cause du chômage qui sévit aux Antilles; les Français eux sont expédiés en Guyane parce qu'il y a du chômage en France.

On viendra après nous parler de la "politique" de développement ou de "départementalisation économique" ?

En réalité tous ces mots sort là pour cacher l'incohérence de la politique du colonialisme. Incohérence qu'il ne peut éviter car le système qui est le sien est fondé sur l'incohérence.

POINTE A PITRE

PORT D'ÉCLATEMENT

MAIS LES EMPLOIS NE SERONT PAS PLUS NOMBREUX !

Ceux qui passent le long des quais depuis quelques semaines, sont frappés par l'activité du port, toutes sortes de bateaux y accostent. La presse officielle en fait grand bruit : Pointe-à-Pitre pourrait devenir un port d'éclatement pour les îles de la Caraïbe, c'est à dire que les marchandises des autres îles seraient débarquées ici et réparties ensuite selon leur destination finale.

Bien sûr la quantité de marchandises débarquées sera plus importante et les opérations de manutention plus nombreuses mais cela ne veut pas dire que nous aurons plus d'embauche et plus de travail.

Il est probable que les bateaux seront plus gros et plus modernes. Nous avions déjà les portes-conteneurs qui réduisaient le temps de travail, nous avons maintenant les portes-voitures. Nous ne pouvons vraiment pas compter sur les projets de l'administration et des compagnies. Ces gens là ont toujours tout fait pour nous remplacer par des machines et pour nous jeter à la rue sans aucune perspective.

ABYMES

MAISON de L'ENFANCE: Comment l'allocation de rentrée scolaire est distribuée

La rentrée scolaire pose chaque année de graves problèmes financiers aux familles de travailleurs.

Les employées de la Maison départementale de l'Enfance ne font pas exception à cette règle.

Comme l'an passé le gouvernement a décidé de verser une allocation pour chaque enfant à scolariser. Mais cette aide est loin d'être satisfaisante. En tout cas les travailleurs la considèrent à juste titre comme un dû.

Mais sans doute ce n'est pas l'avis de la direction de la Maison de l'Enfance. L'an passé en effet les titulaires devant toucher l'allocation sur place, en plus de leur mois de salaire, la directrice n'avait appelé que trois d'entre elles auxquelles un chèque avait été remis.

Après cela on viendra, préfet et autres nous vanter les bienfaits de la distribution généreuse d'argent par la France.

La réalité est souvent bien différente de ce que disent les officiels du colonialisme.

* * *

Films à voir
Dupont-la-joie

Scènes de la vie
conjugales
Une Anglaise romantique

Directeur de publication : M.E.ZOZOR
Commission paritaire : N° 51728
Ronéo du journal : Pointe-à-Pitre
Correspondance : G. Beaujour
B.P. 214 P.A.P.
B.P. 386 F.D.F.
7ème supplément au mensuel n° 53

Ce journal est
en vente dans
votre commune
Demandez le dans
les boutiques